

Pass sanitaire et injection obligatoire : les conseils de « guerre » de Me de Araujo-Recchia et Me di Vizio



Depuis des mois, l'effondrement éthique, sociétal et juridique auquel nous assistons sous la houlette toxique d'une médico-cratie en transe, entraîne dans son sillage des politiques qui ne le sont pas moins. Ceci au détriment de toute logique et de toute souvenance qu'il existe quelque part un vague bidule appelé le « réel ».

Les mêmes professeurs azimutés (mais aussi instrumentalisés et à vrai dire assujettis – directement ou indirectement – à des intérêts privés) qui hurlaient au loup quant à la stratégie suédoise – consistant à n'imposer à la population que des mesures « evidence-based » en prenant soin d'en ré-évaluer régulièrement la pertinence- nous abreuvant maintenant de beuglements semi-articulés selon lesquels la seule voie possible désormais est celle conduisant au « pass sanitaire » et à la remise au pas des récalcitrants.

Un « bond » vers la destruction de l'humanité



La fondation de recherche médicale la plus riche du monde, le Wellcome Trust, s'est associée à deux anciens directeurs de la DARPA, qui ont développé des projets « skunkworks » de la Silicon Valley, pour ouvrir la voie à une ère de surveillance cauchemardesque, concernant également des bébés de trois mois à peine. Leur programme ne peut progresser que si nous le permettons. Un organisme britannique à but non lucratif, lié à la corruption mondiale pendant la crise du COVID-19, ayant des liens historiques et actuels avec le mouvement eugéniste britannique, a lancé l'année dernière un équivalent de la DARPA axé sur la santé mondiale. Cette initiative est passée largement inaperçue dans les médias grand public et indépendants. Le Wellcome Trust,

qui a sans doute été le second après Bill Gates dans sa capacité à influencer les événements pendant la crise du COVID-19 et la campagne de vaccination, a lancé son propre équivalent mondial de l'agence de recherche secrète du Pentagone l'année dernière, officiellement pour lutter contre les « défis sanitaires les plus pressants de notre époque ».

Macron utilise l'expérience de Asch pour maintenir les français dans la peur du Covid



L'expérience de Asch, publiée en 1951, est une expérience du psychologue Solomon Asch qui démontre le pouvoir du conformisme sur les décisions d'un individu au sein d'un groupe. Solomon Asch invita un groupe d'étudiants de 17 à 25 ans à participer à un prétendu test de vision. Tous les participants étaient complices avec l'expérimentateur, sauf un. L'expérience avait pour objet d'observer comment cet étudiant (le sujet) allait réagir au comportement des autres.

Dans notre cas on va expérimenter le terme complotiste inventé par des psychologues de la CIA, pour forcer les gens à rentrer dans la pensée admise et non divergente.

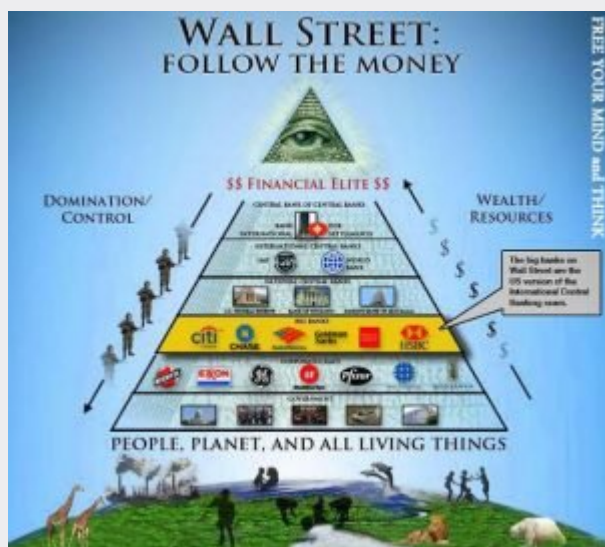
De Médiateur à AstraZeneca: Mensonges et corruptions au sein de la gouvernance française et européenne



Le 29 mars prochain, l'un des plus grands scandales sanitaires ayant directement concerné notre pays va trouver son épilogue. C'est celui du Médiateur.

Près de 5 000 victimes, 376 avocats, 25 prévenus révèlent l'ampleur de ce scandale dans lequel sont impliqués le laboratoire pharmaceutique Servier (le corrupteur), mais surtout les présumés corrompus, de l'appareil exécutif, politique ou sanitaire de notre pays, poursuivis par la justice (source pour la liste nominative ci dessous: Wikipedia)

Propriétaires et prolétaires, même combat



La présidente de la BCE, Christine Lagarde, est – il ne faut pas se le cacher – sur la même ligne de conduite que Klaus Schwab, le président fondateur du Forum Économique Mondial (Forum de Davos). Elle, qui fait partie du cartel des financiers dominants (que certains appellent avec juste raison le bancocentrisme), vient encore d'affirmer que la dette des États ne sera pas effacée.

L'empire mondial de la santé de Bill Gates, deuxième partie



Comment la Fondation Bill & Melinda Gates écoule dans les pays pauvres des

traitements et des vaccins non approuvés dans les pays développés parce que dangereux, parfois avec des résultats désastreux.

Le programme d'automatisation cachée de l'élite de Davos

[Source : Les Crises]

Le programme d'automatisation cachée de l'élite de Davos. Par Kevin Roose

Source : The New York Times, Kevin Roose, 25-01-2019



Cette année, le Forum économique mondial de Davos, en Suisse, où les positions publiques des chefs d'entreprise sur l'impact de l'automatisation sur les travailleurs ne correspondaient pas aux opinions qu'ils partageaient en privé. Laurent Gillieron/EPA, via Shutterstock

Par Kevin Roose

Le 25 janvier 2019

DAVOS, Suisse – Ils ne l'admettront jamais en public, mais beaucoup

de vos patrons veulent des machines pour vous remplacer dès que possible.

Je le sais parce que, depuis une semaine, je me suis mêlé à des dirigeants d'entreprises lors de la réunion annuelle du Forum économique mondial à Davos. Et j'ai remarqué que leurs réponses aux questions sur l'automatisation dépendent beaucoup de qui écoute.

En public, de nombreux cadres se tordent les mains sur les conséquences négatives que l'intelligence artificielle et l'automatisation pourraient avoir pour les travailleurs. Ils participent à des tables rondes sur la construction d'une « I.A. centrée sur l'homme » pour la « Quatrième Révolution industrielle » – Davos parle pour l'adoption par les entreprises de l'apprentissage machine et d'autres technologies avancées – et parlent de la nécessité de fournir un filet de sécurité aux personnes qui perdent leur emploi en raison de l'automatisation.

Mais dans un cadre privé, y compris lors de réunions avec les dirigeants des nombreuses sociétés de conseil et de technologie dont les vitrines animés bordent la Promenade de Davos, ces dirigeants racontent une autre histoire : Ils se précipitent pour automatiser leurs propres forces de travail afin de garder une longueur d'avance sur la concurrence, sans se soucier de l'impact sur les travailleurs.

Partout dans le monde, les dirigeants dépensent des milliards de dollars pour transformer leurs activités en opérations allégées, numérisées et hautement automatisées. Ils ont soif de marges bénéficiaires élevées que l'automatisation peut leur procurer, et ils voient l'I.A. comme un ticket en or pour réaliser des économies, probablement en leur permettant de réduire le nombre de services de milliers de travailleurs à quelques dizaines à peine.

« Les gens cherchent à atteindre de très gros chiffres », a déclaré Mohit Joshi, le président d'Infosys, une société de technologie et de conseil qui aide d'autres entreprises à automatiser leurs opérations. « Auparavant, ils avaient des objectifs supplémentaires de 5 à 10 pour cent de réduction de leur main-d'œuvre. Maintenant, ils disent : "Pourquoi ne pouvons-nous pas le faire avec 1 % des gens que nous avons ?" »

Peu de cadres américains admettront vouloir se débarrasser des travailleurs humains, un tabou dans l'ère de l'inégalité d'aujourd'hui. Ils ont donc dressé une longue liste de mots à la mode et d'euphémismes pour masquer leurs intentions. Les travailleurs ne sont pas remplacés par des machines, ils sont « libérés » de tâches pénibles et répétitives. Les entreprises ne licencient pas des travailleurs, elles « subissent une transformation numérique ».

Une enquête réalisée en 2017 par Deloitte a révélé que 53 % des entreprises avaient déjà commencé à utiliser des machines pour effectuer des tâches

auparavant effectuées par des humains. On s'attend à ce que ce chiffre grimpe à 72 % d'ici l'an prochain.

L'obsession de l'élite entrepreneuriale pour l'I.A. a été lucrative pour les entreprises spécialisées dans « l'automatisation des processus robotiques », ou R.P.A. [R.P.A.: Robotic Process Automation NdT]. Infosys, qui est basée en Inde, a enregistré une augmentation de 33 % de ses revenus sur un an dans sa division numérique. L'unité « solutions cognitives » d'IBM, qui utilise l'I.A. pour aider les entreprises à accroître leur efficacité, est devenue la deuxième activité de l'entreprise, affichant 5,5 milliards \$ en revenus au dernier trimestre. La banque d'investissement UBS prévoit que l'industrie de l'intelligence artificielle pourrait valoir jusqu'à 180 milliards de dollars l'année prochaine.

Kai-Fu Lee, l'auteur de « AI Superpowers » et un cadre en technologie depuis longtemps, prévoit que l'intelligence artificielle va éliminer 40 % des emplois dans le monde en 15 ans. Dans une entrevue, il a déclaré que les chefs de la direction subissaient d'énormes pressions de la part des actionnaires et des conseils d'administration pour maximiser les profits à court terme, et que le passage rapide à l'automatisation en était le résultat inévitable.



Les bureaux du fabricant d'électronique taiwanais Foxconn de Milwaukee, dont le président a déclaré qu'il prévoyait de remplacer 80 % des travailleurs de l'entreprise par des robots dans cinq à dix ans. Lauren Justice pour le New York Times

Les

bureaux du fabricant d'électronique taiwanais Foxconn de Milwaukee, dont le président a déclaré qu'il prévoyait de remplacer 80 % des travailleurs de l'entreprise par des robots dans cinq à dix ans. Lauren Justice pour le New York Times

« Ils disent toujours que c'est davantage que le cours de l'action », dit-il. « Mais à la fin, si tu merdes, tu te fais virer. »

D'autres experts ont prédit que l'I.A. créera plus de nouveaux emplois qu'elle n'en détruira, et que les pertes d'emplois causées par l'automatisation ne seront probablement pas catastrophiques. Ils soulignent qu'une certaine automatisation aide les travailleurs en améliorant leur productivité et en les libérant pour leur permettre de se concentrer sur des tâches créatives plutôt que routinières.

Mais à une époque de troubles politiques et de mouvements anti-élites de la gauche progressiste et de la droite nationaliste, il n'est probablement pas surprenant que toute cette automatisation se fasse discrètement, hors de la vue du public. À Davos cette semaine, plusieurs cadres supérieurs ont refusé de dire combien d'argent ils avaient économisé en automatisant des tâches auparavant effectuées par des humains. Et personne n'était prêt à dire publiquement que le remplacement des travailleurs humains est leur but ultime.

« C'est la grande dichotomie », a déclaré Ben Pring, directeur du Centre pour l'avenir du travail chez Cognizant, une société de services technologiques. « D'un côté », dit-il, « les dirigeants soucieux du profit veulent absolument automatiser autant que possible. »

« D'un autre côté », a-t-il ajouté, « ils font face à un retour de bâton dans la société civile. »

Pour avoir une vision sans fard de la façon dont certains dirigeants américains parlent de l'automatisation en privé, il faut écouter leurs homologues en Asie, qui souvent ne font aucune tentative pour cacher leurs objectifs. Terry Gou, président du fabricant taiwanais d'électronique Foxconn, a déclaré que l'entreprise prévoit de remplacer 80 % de ses employés par des robots au cours des cinq à dix prochaines années. Richard Liu, le fondateur de la société chinoise de commerce électronique JD.com, a déclaré lors d'une conférence d'affaires l'an dernier : « J'espère que mon entreprise sera un jour entièrement automatisée. »

L'un des arguments couramment avancés par les cadres supérieurs est que les travailleurs dont les emplois sont éliminés par l'automatisation peuvent être « requalifiés » pour occuper d'autres emplois dans une organisation. Ils donnent des exemples comme Accenture, qui a prétendu en 2017 avoir remplacé 17 000 emplois de back-office [Le back-office (service d'appui, ou post-marché, selon la terminologie officielle française, ou encore arrière-guichet selon l'Office québécois de la langue française) est l'ensemble des activités de supports, de contrôle, d'administration d'une entreprise NdT] sans

licenciement par la formation d'employés pour travailler autre part dans l'entreprise. Dans une lettre adressée aux actionnaires l'an dernier, Jeff Bezos, directeur général d'Amazon, a déclaré que plus de 16 000 magasiniers d'Amazon avaient reçu une formation dans des domaines très en demande comme les soins infirmiers et la mécanique aéronautique, l'entreprise couvrant 95 % de leurs dépenses.

Mais ces programmes peuvent être l'exception qui confirme la règle. Il y a beaucoup d'histoires de recyclage réussi – les optimistes citent souvent un programme au Kentucky qui a formé un petit groupe d'anciens mineurs de charbon à devenir programmeurs informatiques – mais il y a peu de preuves que cela fonctionne à grande échelle. Un rapport du Forum économique mondial de ce mois-ci estime que sur les 1,37 million de travailleurs qui devraient être complètement remplacés par l'automatisation au cours de la prochaine décennie, seulement un sur quatre pourra être requalifié avec profit dans les rangs du secteur privé. Les autres devront probablement se débrouiller seuls ou compter sur l'aide du gouvernement.

A Davos, les cadres tendent à parler de l'automatisation comme d'un phénomène naturel sur lequel ils n'ont aucun contrôle, comme les ouragans ou les vagues de chaleur. Ils affirment que s'ils n'automatisent pas le travail le plus rapidement possible, leurs concurrents le feront.

« Ils seront éjectés s'ils ne le font pas », a déclaré Katy George, associée principale de la société d'experts-conseils McKinsey & Company.

L'automatisation du travail est un choix, bien sûr, rendu plus difficile par les exigences des actionnaires, mais c'est toujours un choix. Et même si un certain degré de chômage causé par l'automatisation est inévitable, ces cadres peuvent choisir comment les gains de l'automatisation et de l'I.A. sont répartis, et s'ils doivent donner aux travailleurs les bénéfices supplémentaires qu'ils en tirent, ou les amasser pour eux et leurs actionnaires.

Les choix faits par l'élite de Davos – et la pression qu'elle subit pour agir dans l'intérêt des travailleurs plutôt que dans le leur – détermineront si l'I.A. est utilisée comme un outil pour augmenter la productivité ou pour infliger de la souffrance.

« Le choix n'est pas entre l'automatisation et la non-automatisation », a déclaré Erik Brynjolfsson, directeur de l'Initiative sur l'économie numérique du MIT. « C'est entre utiliser la technologie d'une manière qui crée une prospérité partagée ou plus de concentration des richesses. »

Kevin Roose est chroniqueur pour Business Day et rédacteur général pour le *New York Times Magazine*. Sa chronique « The Shift » examine l'intersection de la technologie, des affaires et de la culture.

Source : The New York Times, Kevin Roose, 25-01-2019

Traduit par les lecteurs du site www.les-crises.fr. Traduction librement reproductible en intégralité, en citant la source.